

La Grande Guerre et la réconciliation franco- allemande (1914-2014)

Nicolas Beaupré



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/1832>

DOI : 10.4000/allemande.1832

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2014

Pagination : 431-442

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Nicolas Beaupré, « La Grande Guerre et la réconciliation franco-allemande (1914-2014) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 46-2 | 2014, mis en ligne le 29 juillet 2019, consulté le 18 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/1832> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.1832>

La Grande Guerre et la réconciliation franco-allemande (1914-2014)

■ Nicolas Beaupré *

En novembre 2013, le Président de la République, François Hollande, avait annoncé la présence de son homologue allemand Joachim Gauck aux cérémonies du centenaire de la Grande Guerre organisées en France, en Alsace, au Hartmannswillerkopf, et prévues pour le 3 août 2014⁽¹⁾. Cette annonce n'avait guère surpris tant elle s'inscrivait dans la continuité de la réconciliation franco-allemande. Pourtant, cette histoire partagée depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale ne doit pas occulter les difficultés qu'il y eut pendant longtemps à commémorer ensemble une catastrophe qui causa, en Allemagne, la mort de plus de 2 millions d'hommes et en France de 1,4 million. Il a en effet fallu attendre 2009 pour qu'un chancelier, en l'occurrence une chancelière, Angela Merkel, participe pour la première fois aux cérémonies commémoratives du 11 novembre sous l'Arc de Triomphe à Paris.

L'inimitié entre France et Allemagne n'est pas née avec la Grande Guerre, pas plus qu'elle n'est héréditaire. Elle a cependant été exacerbée par les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, par les tensions politiques entre les deux pays au cours du XIX^e siècle et surtout par la guerre de 1870-71. Comme l'a souligné Michael Jeismann, l'image de l'ennemi voisin a servi à la définition de soi en tant que nation, que ce soit en Allemagne ou en France⁽²⁾. Il serait toutefois exagéré d'affirmer qu'en 1914, tous les Français et tous les Allemands se haïssaient. Même si les tensions étaient réelles entre les deux peuples et si les incidents diplomatiques ou coloniaux ont pu causer

* Maître de conférences en histoire, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, membre de l'Institut universitaire de France et du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne.

1 Cet article reprend, en le développant, un court texte paru en ligne en allemand sur le site de la *Bundeszentrale für Politische Bildung*: <http://www.bpb.de/internationales/europa/frankreich/178119/der-erste-weltkrieg-und-die-deutsch-franzoesische-aussoehnung>.

2 Michael JEISMANN, *La patrie de l'ennemi. La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918*, Paris, CNRS Éditions, 1997.

des flambées d'animosité, la haine restait le plus souvent circonscrite à des milieux minoritaires et violemment nationalistes dans les deux pays⁽³⁾.

Tout aussi minoritaires étaient toutefois également les initiatives pacifistes prônant dans les années 1900-1910 un rapprochement et une réconciliation franco-allemande. Ainsi, comme l'a montré Sophie Lorrain, aux lendemains de l'Affaire d'Agadir en 1911 qui vit la France et l'Allemagne s'affronter à propos du Maroc et l'inimitié mutuelle croître, les initiatives des pacifistes se multiplient tout en restant marginales⁽⁴⁾.

L'année 1912 est marquée à la fois par la création d'une Ligue franco-allemande, par la publication du seul et unique numéro des *Cahiers franco-allemands* due à l'association Pour mieux se connaître. L'année suivante, c'est un Institut franco-allemand de réconciliation qui est créé. Durant ces années, des congrès internationaux rassemblant des pacifistes allemands et français furent organisés. La Grande Guerre mit fin à ces initiatives et le pacifisme devint encore plus circonscrit, certains pacifistes se ralliant même à la cause de leur patrie, comme, en France, Gustave Hervé ou, en Allemagne, Walther Rathenau. Le conflit exacerba la haine, elle-même renforcée par la propagande. En France tout particulièrement, l'image de l'ennemi se radicalisa très vite. L'Allemand fut, dans les représentations véhiculées par la presse, la littérature, les discours, les affiches, les œuvres d'art, tantôt représenté comme un barbare⁽⁵⁾, tantôt comme un animal, et le terme de « Boche », issu de l'argot⁽⁶⁾, s'imposa très vite pour désigner l'ennemi. Comme le souligne Michael Jeismann, non seulement l'image de l'ennemi comme barbare se répandit beaucoup plus largement, mais aussi elle devint plus radicale :

« Au cours de la Première Guerre mondiale, une nouvelle variante fit son apparition, introduisant une dimension ethnique dans la définition de l'ennemi comme barbare. Ce n'était donc pas son histoire, ni les structures de sa société, mais sa "race" qui constituait l'ennemi en "barbare" »⁽⁷⁾.

En Allemagne, en raison du grand nombre d'ennemis auquel le pays devait faire face, l'image de l'ennemi se fragmenta à cause de la nécessité de donner des caractéristiques différentes à ce « monde d'ennemi » (*Welt von Feinden*). De manière générale, l'inimitié de race était plutôt réservée aux Russes tandis que le « *Franzmann* » ou le « *Welsch* » – il n'exista toutefois pas de mot équivalent par sa violence à celui de Boche – conservait le caractère d'un ennemi soi-disant héréditaire. De ce fait, l'image du Français n'était généralement pendant le conflit pas aussi radicale que pouvait l'être celle du Boche ; peut-être aussi parce que l'Allemagne, à l'exception d'une petite portion du Sud de l'Alsace et en 1914 de la Prusse orientale, ne connut pas la guerre sur son sol, qui contribua grandement, en France, à radicaliser l'image de l'ennemi.

3 Voir Jean-Jacques BECKER, Gerd KRUMEICH, *La Grande Guerre, une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008, p. 17-39.

4 Sophie LORRAIN, *Les pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande 1870-1925*, Paris, L'Harmattan, 1999. Voir aussi : Ilde GORGUET, *Les mouvements pacifistes et la réconciliation franco-allemande dans les années vingt (1919-1931)*, Berne, Peter Lang, 1999.

5 Voir notre article à paraître dans la revue *Histoire@Politique* en 2014 : Nicolas BEAUPRÉ, « Barbarie(s) en Grande Guerre : Pratiques et représentations ».

6 Albert DAUZAT, *L'argot de la guerre. D'après une enquête auprès des Officiers et des Soldats* (1918), Paris, Armand Colin, 2007, p. 74-79 ; Lazare SAINÉAN, *L'argot des tranchées. D'après les lettres des Poilus et les journaux du front* (1915), Houilles, Éditions Manucius, 2006, p. 120-121.

7 M. JEISMANN, *La patrie de l'ennemi* (note 2), p. 301.

Pendant le conflit, quelques voix, telles celles de Romain Rolland, Albert Einstein ou Stefan Zweig, ou encore les artistes du mouvement radical Dada fondé en Suisse en 1916, appelèrent à dépasser l'inimitié pour faire les pas nécessaires en direction de l'autre. Mais 1918 ne mit pas brutalement fin à la défiance mutuelle. Du côté français, tandis que les soldats prenaient la mesure de l'ampleur des destructions et de la dureté de l'occupation, le sentiment anti-allemand connut fin 1918 et début 1919 un pic d'hostilité bien documenté⁽⁸⁾. Les Allemands se voyaient pour leur part imposer un armistice puis un traité que beaucoup considéraient comme un « *Diktat* ». On observe du reste que l'image du Français en Allemagne se radicalisa, empruntant plus systématiquement aux registres de la « barbarisation », de « l'animalisation » et du racisme quand les troupes françaises et coloniales occupèrent la rive gauche du Rhin suite à l'armistice du 11 novembre 1918, puis au traité de Versailles. Cela déboucha notamment sur la campagne raciste de la « honte noire », qui culmina en 1919-1921 et qui visait à discréditer l'occupation en accusant les troupes d'occupation, notamment coloniales, d'atrocités et de viols⁽⁹⁾. Les Français, de leur côté, restaient majoritairement persuadés de la nécessité de faire appliquer à la lettre les clauses du traité qui devait assurer à la France sa sécurité et le paiement des réparations lui permettant de sortir de l'état de faiblesse – notamment financière – où l'avait laissée le conflit.

Les premières initiatives franco-allemandes de rapprochement des années 20

Dans ce contexte, la « démobilisation culturelle »⁽¹⁰⁾ et les premières initiatives de rapprochement étaient vouées à demeurer circonscrites. D'autant plus que jusqu'en 1923/1924 et l'occupation de la Ruhr, la diplomatie des deux pays fut souvent une continuation de la guerre par d'autres moyens. Jusqu'en 1925, et la signature des accords de Locarno qui devaient permettre, l'année suivante, à l'Allemagne d'intégrer la Société des Nations, les contacts politiques furent donc limités. Les ligues des droits de l'homme des deux pays reprirent leurs contacts vers 1921, tout comme l'Union internationale des associations pour la SDN qui accueille les Allemands dès 1921 et leur offre une vice-présidence en 1923⁽¹¹⁾. Paul Langevin, homme de science et pacifiste, fut invité à la manifestation « *Nie Wieder Krieg* » à Berlin en 1923. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté lança des appels à la réconciliation. Surtout, le

8 Bruno CABANES, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Le Seuil, 2004.

9 Christian KOLLER, « *Von wilden aller Rassen niedergemetzelt* ». *Die Diskussion um die Verwendung von Kolonialtruppen in Europa zwischen Rassismus, Kolonial- und Militärpolitik (1914-1930)*, Stuttgart, Franz Steiner, 1998; Jean-Yves LE NAOUR, *La honte noire. L'Allemagne et les troupes coloniales françaises, 1914-1945*, Paris, Hachette, 2003; Sandra MAB, *Weisse Krieger, schwarze Helden. Zur Geschichte kolonialer Männlichkeit in Deutschland, 1918-1964*, Cologne, Böhlau, 2006; Iris WIGGER, *Die « Schwarze Schmach am Rhein »*. *Rassistische Diskriminierung zwischen Geschlecht, Klasse, Nation und Rasse*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 2006.

10 Sur cette notion, voir le numéro spécial coordonné par John Horne de: *14-18 aujourd'hui-Today-Heute*, n° 5 (2002). Voir aussi Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Christophe PROCHASSON (dir.), *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après 1918*, Paris, Tallandier, 2008.

11 Jean-Michel GUIEU, « Les mouvements pour la paix et l'idée européenne dans l'entre-deux-guerres », in: Nicolas BEAUPRÉ et Caroline MOINE (dir.), *L'Europe de Versailles à Maastricht. Visions, moments et acteurs des projets européens*, Paris, Seli Arslan, 2007, p. 68-78, ici p. 70-71.

catholique Marc Sangnier fit œuvre pionnière, dans la mesure où, pour lui, la réconciliation ne devait pas se limiter aux élites politiques. Il s'appliqua ainsi à organiser au cours des années vingt de multiples rencontres, rassemblant notamment des anciens combattants et des jeunes des deux pays. Une rencontre à Fribourg-en-Brisgau en 1923 rassembla plus de 320 participants français et allemands en pleine crise de la Ruhr⁽¹²⁾.

Après le retrait français de la Ruhr et le rapprochement opéré au niveau diplomatique par les ministres des Affaires étrangères Gustav Stresemann et Aristide Briand – qui reçurent pour cela conjointement le prix Nobel de la Paix en 1926 – le contexte fut plus favorable pour ce genre d'initiatives. Ainsi, Marc Sangnier organisa dans son château de Bierville en 1926 une vaste rencontre de jeunes rassemblant cette fois plus de 5 000 participants pendant un mois pour débattre du rôle de la jeunesse et de la paix⁽¹³⁾. Avant de se rendre au château, une bonne partie des congressistes visita des lieux marqués par l'histoire de la Grande Guerre. Ce type de pèlerinage pacifiste sur les champs de bataille fut répété les années suivantes et notamment en 1929 à Notre-Dame de Lorette en Artois, l'un des champs de bataille les plus meurtriers de la Première Guerre mondiale⁽¹⁴⁾. Avec de telles initiatives, les champs de bataille changeaient de sens. Auparavant symboles patriotiques, ils pouvaient désormais être investis d'un sens pacifiste. Sangnier poursuivit aussi son action en direction des jeunes en introduisant en France les auberges de jeunesse déjà très développées en Allemagne. En 1927, deux pacifistes allemand et français, Ludwig Quidde et Ferdinand Buisson, reçurent également le prix Nobel de la Paix⁽¹⁵⁾.

Des initiatives similaires de rapprochement eurent lieu dans les milieux d'affaires, les milieux universitaires ou encore chez les parlementaires. Elles sont désormais bien connues et ont nourri une abondante historiographie. Pierre Viénot, ancien combattant lui-même, gendre de l'industriel de l'acier luxembourgeois Émile Mayrisch, était persuadé que la sécurité de la France passait par la « compréhension mutuelle ». Lorsque le contexte devient plus favorable, il lance en 1925, avec l'aide de son beau-père et de l'écrivain alsacien d'origine et membre de la NRF Jean Schlumberger, l'idée d'un comité franco-allemand de documentation et d'information paritaire, basé à la fois à Paris et à Berlin et devant favoriser les « ruptures avec la mentalité de guerre »⁽¹⁶⁾. C'est finalement au Luxembourg, le 30 mai 1926, que le comité est fondé. Il décide immédiatement d'ouvrir un bureau à Paris et à Berlin. C'est Viénot qui prend la direction du bureau de Berlin et devient ainsi une sorte de second ambassadeur « privé »⁽¹⁷⁾ en

12 Olivier PRAT, « "La Paix par la jeunesse". Marc Sangnier et la réconciliation franco-allemande, 1921-1939 », *Histoire@Politique / Politique, culture, société*, n° 10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr.

13 *Ibid.*

14 Ce lieu a été choisi par le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais pour y construire un « anneau de la mémoire » regroupant les noms, classés par ordre alphabétique sans distinction de nationalité, des 580 000 tués dans la région entre 1914 et 1918. Il a été inauguré par le Président de la République F. Hollande le 11 novembre 2014 en présence de délégations de nombreux pays auparavant belligérants, notamment de la ministre de la Défense allemande, Ursula von der Leyen.

15 Sur ces aspects, voir également I. GORGUET, *Les mouvements pacifistes* (note 4).

16 Fernand L'HUILLIER, *Dialogues franco-allemands 1925-1933*, Strasbourg, Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg, 1971, p. 11.

17 Gaby SONNABEND, *Pierre Viénot (1897-1944). Ein Intellektueller in der Politik*, Munich, Oldenbourg, 2005, p. 149.

Allemagne. Alors que l'époque voit également fleurir les projets européens⁽¹⁸⁾, Viénot est persuadé de la primauté et de la priorité à donner au rapprochement franco-allemand. Il pense aussi avec Mayrisch que les initiatives des ministres doivent être redoublées par des accords industriels et commerciaux et par des rencontres entre personnalités des mondes économiques et intellectuels des deux pays. L'Entente internationale de l'Acier (EIA), un cartel européen initié par Mayrisch également en 1926, s'inscrit dans cette dynamique. Le cartel de l'acier est suivi par un cartel franco-allemand de la potasse. En août 1927, la France et l'Allemagne signent même un traité de commerce, premier traité bilatéral entre les deux pays⁽¹⁹⁾.

En même temps que le comité de Viénot se mettait en place une autre organisation, la *Deutsch-französische Gesellschaft*, fondée par l'historien de l'art Otto Grautoff⁽²⁰⁾. Ce dernier avait notamment pour but la levée du boycott universitaire dans lequel se trouvait l'Allemagne et le développement de contacts dans les milieux académiques et enseignants. Si les buts de Grautoff étaient, comme ceux de Viénot, le rapprochement franco-allemand, les moyens d'y parvenir et les milieux mobilisés étaient sensiblement différents. Pourtant, Viénot vit d'un mauvais œil se développer une organisation concurrente et il ne fit rien pour en favoriser le développement, bien au contraire. Plus ouverte socialement, l'organisation de Grautoff rassembla jusqu'à 2 700 membres quand celle de Viénot, qui fonctionnait par cooptation, en comptait tout au plus 80⁽²¹⁾.

Mais la société de Grautoff était plus franco-allemande dans sa dénomination que dans la réalité puisqu'elle comptait essentiellement des Allemands, même si elle entretenait des contacts étroits avec la Ligue d'Études Germaniques⁽²²⁾ active entre 1928 et 1936 dans les milieux pacifistes enseignants en France. Elle se distingua notamment en éditant du matériel pédagogique et en mettant en place 15 000 échanges de correspondance entre écoliers allemands et français⁽²³⁾.

Les milieux parlementaires français et allemands – outre les quatre prix Nobel Stresemann, Briand, Buisson et Quidde⁽²⁴⁾ ou encore Pierre Viénot qui furent tous parlementaires –, les Allemands Walther Schücking, Gerhart Seger, Wilhelm Heile ou encore les Français Marc Sangnier, Émile Borel ou Marius Moutet s'engagèrent donc pour les efforts de rapprochement entre les deux pays. Les deux députés du DDP Walther Schücking et Wilhelm Heile, relayés en France par Émile Borel, reprirent notamment en 1927 une idée propagée par Alfred Nossig, rejoint par Alphonse Aulard : ils

18 Jean-Luc CHABOT, *Aux origines intellectuelles de l'Union Européenne. L'idée d'Europe unie de 1919 à 1939*, Grenoble, PUG, 2005.

19 Sylvain SCHIRMANN, *Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du III^e Reich*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 133 ; Ralph BLESSING, « Wirtschaftliches Interesse und politisches Kalkül : Die Entstehung des deutsch-französischen Handelsvertrages vom 17. August 1927 », *Francia*, n° 29/3 (2002), p. 37-62.

20 Hans-Manfred BOCK, « Die deutsch-französische Gesellschaft 1926-1934. Ein Beitrag zur Sozialgeschichte der deutsch-französischen Beziehungen der Zwischenkriegszeit », *Francia*, n° 17/3 (1990), p. 57-101.

21 G. SONNABEND, *Pierre Viénot (1897-1944)* (note 17), p. 143 ; H.-M. BOCK, « Die deutsch-französische Gesellschaft » (note 20), p. 56-57.

22 Hans-Manfred BOCK, « Die Ligue d'Études Germaniques von 1928 bis 1936. Ein unbekannter Aspekt der französisch-deutschen Gesellschaftsbeziehungen der Zwischenkriegszeit », *Lendemains. Études comparées sur la France. Vergleichende Frankreichforschung*, n° 53 (1989), p. 138-149.

23 H.-M. BOCK, « Die deutsch-französische Gesellschaft » (note 20), p. 88.

24 Ancien élu à l'assemblée constitutionnelle de Weimar en 1919.

prônaient une « fédération pour l'entente européenne » et fondèrent, en Allemagne et en France, les deux premiers comités destinés à former le noyau d'une « Fédération internationale des comités de coopération européenne »⁽²⁵⁾.

La crise économique mondiale, l'échec des initiatives européennes d'Aristide Briand et la mort de Stresemann mirent un coup d'arrêt aux initiatives de rapprochement. D'autant plus qu'en Allemagne, les forces violemment hostiles au *Diktat* de Versailles et refusant la défaite de 1918 obtenaient une audience de plus en plus importante. Les interprétations divergentes de la défaite s'opposaient en effet violemment et la légende du coup de poignard dans le dos empoisonnait l'atmosphère et minait tout consensus⁽²⁶⁾. La France, malgré de fortes dissensions politiques sur le sens à donner à la Grande Guerre et des conflits de mémoires⁽²⁷⁾, était parvenue à élaborer un vaste ensemble rituel et monumental pour commémorer la Grande Guerre – le Soldat inconnu, le 11 novembre (jour férié depuis 1922), les monuments aux morts, les nécropoles militaires – ; il n'existait rien de tel dans l'Allemagne de la République de Weimar.

Malgré de très nombreux projets, la classe politique et les grandes fédérations d'anciens combattants ne parvinrent jamais à se mettre d'accord au niveau national pour ériger un tombeau du soldat inconnu ou pour élaborer un rituel commémoratif. Même au niveau local, les dissensions sur l'interprétation du conflit étaient souvent encore plus fortes qu'en France et retardèrent la construction, pourtant souhaitée par la population, des monuments aux morts communaux et locaux. Lorsque les projets de construction aboutissaient, il n'était pas rare que le conflit se poursuive, parfois jusqu'à dégénérer en batailles rangées dans les rues⁽²⁸⁾. Cette dissymétrie mémorielle fondamentale entre la France et l'Allemagne – qui devait persister jusqu'à nos jours en étant même accentuée après 1945⁽²⁹⁾ – ne facilita pas non plus les choses.

Du malentendu des années trente au déchirement des années quarante

Pourtant, paradoxalement, la prise du pouvoir par les nazis ne mit pas fin aux initiatives commémoratives communes, malgré les tensions internationales. Elle en changea toutefois le sens. Après la *Gleichschaltung* de 1933-34, toutes les organisations d'anciens combattants sont fondues dans le NSKoV (*Nationalsozialistische Kriegsoffer Versorgung*), qui continue d'entretenir des liens avec les organisations françaises d'anciens combattants. Les nazis utilisent alors à leur profit le pacifisme sincère des anciens combattants français pour faire croire à leur bonne volonté.

25 J.-L. CHABOT, *Aux origines intellectuelles de l'Union Européenne* (note 18), p. 89.

26 Boris BARTH, *Dolchstoßlegenden und politische Desintegration. Das Trauma der deutschen Niederlage im Ersten Weltkrieg 1914-1933*, Düsseldorf, Droste Verlag, 2003.

27 Rémi DALISSON, *11 novembre, du souvenir à la mémoire*, Paris, Armand Colin, 2013, et Rémi DALISSON, *Les guerres et la mémoire. L'enjeu identitaire des fêtes de guerre en France depuis 1870*, Paris, CNRS Éditions, 2013 ; Jean-François JAGIELSKI, *Le soldat inconnu. Invention et postérité d'un symbole*, Paris, Imago, 2005 ; Jean-Yves LE NAOUR, *Le soldat inconnu – La guerre, la mort, la mémoire*, Paris, Gallimard, 2008.

28 Christian SAEHRENDT, *Der Stellungskrieg der Denkmäler. Kriegerdenkmäler im Berlin der Zwischenkriegszeit (1919-1939)*, Bonn, Dietz, 2004 ; Élise JULIEN, *Paris, Berlin : la mémoire de la guerre, 1914-1933*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

29 Hélène MIARD-DELACROIX, *Le défi européen de 1963 à nos jours, Histoire franco-allemande*, vol. 11, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2011, p. 199-220.

Toute une série de rencontres sont organisées jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Une cérémonie commune à Douaumont, un des hauts lieux du conflit à côté de Verdun, en juillet 1936 rassemble plusieurs centaines de vétérans français et allemands qui prêtent le serment commun de sauvegarder la paix⁽³⁰⁾. L'année suivante, d'autres rencontres du même type sont organisées à Fribourg et à Besançon, ainsi qu'à Berlin, où les dirigeants français des associations d'anciens combattants sont accueillis en grande pompe lors d'une cérémonie au stade olympique rassemblant 100 000 anciens combattants. Il faut attendre mai 1939 pour que les anciens combattants français prennent la mesure de la manipulation dont ils ont été les victimes et rompent les relations⁽³¹⁾.

Après la victoire allemande sur la France, l'armistice du 22 juin 1940 est signé dans le même wagon et au même endroit en forêt de Compiègne que celui de la Première Guerre mondiale 22 ans plus tôt. Cela montre bien que pour Hitler, la Grande Guerre ne s'était pas terminée le 11 novembre 1918 et que les cérémonies des années trente étaient des faux semblants. Il fallut attendre 1956 pour qu'une délégation allemande soit à nouveau invitée en France et les années soixante pour que puisse s'esquisser enfin une mémoire partagée du premier conflit mondial. La campagne contre la CED en 1952-1954 menée par les communistes, une partie des socialistes, les gaullistes et la droite souverainiste avait tout particulièrement mobilisé la mémoire des deux guerres mondiales et la germanophobie contre le projet européen accusé de favoriser la résurgence d'une armée allemande⁽³²⁾.

Il faut ajouter que la dissymétrie mémorielle constatée dans les années vingt et dans les années trente s'est encore accentuée après la Seconde Guerre mondiale. En Allemagne, la catastrophe du nazisme, de la Seconde Guerre mondiale et bientôt la prise de conscience de la Shoah achèvent de rendre inaudibles les anciens combattants de la Grande Guerre et impossible toute commémoration de celle-ci. La « dernière catastrophe »⁽³³⁾ devient la Seconde Guerre mondiale et la Première Guerre mondiale n'est, au mieux, qu'une sorte de prologue d'un récit de l'Allemagne contemporaine qui commence avec les années noires en 1933.

En France aussi, la Seconde Guerre mondiale a tendance à recouvrir la mémoire de la Grande Guerre. L'héroïsme du « résistant » concurrence celui du poilu tandis que comme « victime » le déporté tend aussi à remplacer le poilu. Toutefois, contrairement à l'Allemagne, le souvenir de la Grande Guerre n'est pas occulté par celui de la guerre de 1939-1945. Il était d'ailleurs resté très vif pendant le conflit lui-même. Face aux interdictions de célébrer le 11 novembre après la victoire allemande de 1940, citoyens et résistants organisèrent des célébrations officielles qui étaient autant d'occasions de manifester leur hostilité à l'occupant ou au régime de Vichy en célébrant les poilus victorieux de l'Allemagne de 1918. La plus connue – mais pas la seule – de ces manifestations

30 Holger SKOR, *Brücken über den Rhein. Frankreich in der Wahrnehmung und Propaganda des Dritten Reiches (1933-1939)*, Essen, Klartext, 2011.

31 Claire MOREAU TRICHET, *Henri Pichot et l'Allemagne de 1930 à 1945*, Berne, Peter Lang, 2004.

32 L'anti-américanisme joue bien entendu aussi un rôle dans le refus de la CED mais selon Philippe Buton, « la germanophobie reste le sentiment dominant » : voir Philippe BUTON, « La CED, L'Affaire Dreyfus de la Quatrième République ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 84 (2004), p. 43-59.

33 Pour reprendre la terminologie d'Henry Rousso, *La dernière catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain*, Paris, Gallimard, 2012.

est celle qui rassemble étudiants et lycéens à Paris à la statue de Clemenceau, puis à la tombe du soldat inconnu le 11 novembre 1940 et qui est très durement réprimée par l'armée allemande et la police française⁽³⁴⁾. De son côté, le régime de Vichy ne manquait pas de s'appuyer sur le prestige du « vainqueur de Verdun » désormais au pouvoir et la Légion française des combattants tentait de capter à son profit l'héritage idéologique des anciens combattants de la Grande Guerre. Après 1945, la mémoire de 1914-1918 est d'autant moins enfouie qu'elle divise beaucoup moins les Français que la mémoire de la guerre 1939-1945. La Grande Guerre peut donc être invoquée et utilisée pour rassembler les Français. En France, la Grande Guerre conserve encore, après 1945, son statut de « catastrophe originelle » à laquelle tout le pays, ensemble, a été confronté.

Lieux de mémoires de la Grande Guerre et réconciliation franco-allemande

Du point de vue politique, la fin des années cinquante et le début des années soixante sont plutôt propices au rapprochement franco-allemand, qui aboutit à la signature du traité de l'Élysée en 1963, et plus largement européen. Lorsqu'Adenauer est reçu à Reims en juillet 1962, l'évocation, même allusive, de 1914-1918 permet de laisser au second plan la mémoire douloureuse de la Seconde Guerre mondiale et de l'occupation. La cathédrale de Reims, où une messe fut célébrée, renvoyait à sa destruction par les canons allemands en 1914, tout comme les champs de bataille de Champagne rappelaient l'affrontement de 1914-1918 qu'il s'agissait désormais de surmonter. En 1964, les célébrations du cinquantenaire de la Grande Guerre en France demeurent néanmoins très franco-françaises. Mais Reims devient l'une des villes symboles de la réconciliation franco-allemande après ce qui fut, pour Charles de Gaulle, une « guerre de trente ans ». C'est pour cette raison que le Président Hollande, peu de temps après sa prise de fonction en 2012, y accueillit la chancelière Angela Merkel cinquante ans après la rencontre Adenauer-de Gaulle.

La visite d'Adenauer à Reims n'était qu'implicitement liée à la mémoire de la Grande Guerre. Celle de Helmut Kohl à Douaumont en 1984 l'était beaucoup plus explicitement. Là encore, les arrière-pensées n'étaient sans doute pas absentes. La mémoire de la Seconde Guerre mondiale était encore très clivante en France et le Président Mitterrand préférait sans doute faire référence à la Grande Guerre qu'à celle de 1939-1945, comme de Gaulle en son temps. Pour Helmut Kohl aussi, la mémoire désormais dépassionnée en Allemagne de 1914-1918 est sans doute plus facile à évoquer que celle de 1939-1945. En outre, la ville de Verdun, longtemps le symbole de la bataille franco-allemande, s'était, dès 1966, auto-proclamée capitale de la Paix. En 1984, le champ de bataille de Verdun devient, comme Reims, un symbole de la réconciliation franco-allemande lorsque Helmut Kohl et François Mitterrand, main dans la main, y rendent un hommage conjoint aux anciens combattants de la Grande Guerre des deux pays. Ce choix fut notamment critiqué par Alfred Grosser « qui estima qu'ils s'étaient trompés de symbole, qu'ils étaient en retard d'une guerre et qu'il aurait bien plutôt fallu faire ce geste à Dachau »⁽³⁵⁾.

La décennie qui suivit fut marquée notamment par l'ouverture en 1992 de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne. Pour la première fois sans doute, un musée

34 Alain MONCHABLON, « La manifestation étudiante à l'Étoile du 11 novembre 1940 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 110 (2011); Maxime TANDONNET, *1940, un autre 11 novembre*, Paris, Tallandier, 2009.

35 H. MIARD-DELACROIX, *Le défi européen de 1963 à nos jours* (note 29), p. 210.

conçu pour le grand public s'affranchissait d'un regard strictement national posé sur le conflit en proposant une vision comparative de la Grande Guerre à partir des histoires française, allemande et britannique de la guerre de 1914-1918. En même temps qu'il proposait cette lecture du conflit, l'Historial était aussi sans doute une étape dans un changement d'ère mémoriel. La commémoration passait au second plan par rapport à l'essai d'interprétation historique et muséal – d'où son nom – qui signalait sans doute le passage, après la disparition de la génération des témoins et acteurs du conflit, à une ère de la « mémoire culturelle », pour reprendre un concept forgé par Aleida et Jan Assmann⁽³⁶⁾. Une forme de mémoire qui domine aujourd'hui le centenaire de 1914.

Un centenaire franco-allemand ?

La commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale peut-elle pour autant avoir une dimension franco-allemande ? Les observateurs insistent le plus souvent sur le décalage entre une mémoire encore vive de l'événement en France et un rapport plus distancié en Allemagne. Ce constat est exact en grande partie et résulte largement de la dissymétrie mémorielle déjà constatée et commentée plus haut. De fait, le centenaire suscite un immense engouement en France. Depuis le début des années 90 et la disparition des derniers témoins, l'intérêt pour le conflit de 1914-1918 croît en effet de manière sensible. Si en Allemagne le souvenir traumatique de la Seconde Guerre mondiale s'est surimposé à celui de la Première, il serait toutefois très exagéré de dire que l'intérêt pour 14-18 est nul. Le livre de Christopher Clark, *Les somnambules*, sur les origines et les débuts de la guerre rencontre un succès bien plus important en Allemagne qu'en France, dépassant les 200 000 exemplaires vendus. Les librairies allemandes proposent des rayons très bien garnis sur 1914-1918. Les hebdomadaires et quotidiens multiplient comme en France les numéros spéciaux et les hors-séries sur 1914-1918. Les villes et les *Länder* préparent de très nombreux événements culturels dont certains ont d'ailleurs déjà commencé dès 2013, comme le vaste programme interdisciplinaire *1914 Mitten in Europa-Das Rheinland und der Erste Weltkrieg* (<http://www.rheinland1914.lvr.de/de/intro.html>).

Si le gouvernement fédéral a pu donner l'impression d'un désintérêt pour les commémorations de 1914 durant la période qui précéda les élections législatives de septembre 2013, le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a, dès la prise de fonction du nouveau gouvernement, indiqué que l'Allemagne participerait à la commémoration de 1914. Un ambassadeur, Andreas Meitzner, a par ailleurs été nommé pour coordonner les commémorations internationales auxquelles participera l'Allemagne. La *Bundeskunsthalle* de Bonn a du reste d'ores et déjà inauguré une impressionnante exposition 1914 sur les avant-gardes au combat (*Die Avantgarden im Kampf*)⁽³⁷⁾. Le Musée d'histoire allemande (DHM) de Berlin, qui dépend également du niveau fédéral, a ouvert le 28 mai 2014, en présence de la Chancelière, une exposition sur la « Première Guerre mondiale »⁽³⁸⁾ qui reçoit la visite de plusieurs centaines, voire

36 Voir à ce sujet : Christoph CORNELIEN, *Erinnerungskulturen*, Version : 2.0, in : *Docupedia-Zeitgeschichte*, 22.10.2012 : http://docupedia.de/zg/Erinnerungskulturen_Version_2.0_Christoph_Corneli.C3.9Fen?oldid=84892.

37 <http://www.bundeskunsthalle.de/ausstellungen/1914-die-avantgarden-im-kampf.html>.

38 <http://www.dhm.de/ausstellungen/der-erste-weltkrieg.html>.

de milliers, de visiteurs chaque jour et s'avère être le second plus important succès du musée après l'exposition consacrée à « Hitler et les Allemands ».

Dans l'ensemble des pays belligérants, on continue très largement⁽³⁹⁾ à se souvenir de la Grande Guerre par le prisme de la nation à laquelle on appartient, au moins autant en raison du lien personnel, familial et émotionnel entretenu avec la mémoire du conflit qu'en raison d'une volonté politique émanant des pouvoirs publics. Malgré les déclarations d'intention et d'indéniables bonnes volontés, la Grande Guerre est et sera donc largement commémorée au niveau local et national. Les communes, les départements, les régions, mais aussi les associations, les écoles, les lycées, les musées, les bibliothèques, les lieux d'archives seront, autant que les États, les acteurs de ce grand moment commémoratif. En France, la Mission du centenaire, mise en place par Nicolas Sarkozy et confirmée dans ses missions par François Hollande, joue essentiellement un rôle d'impulsion, de coordination, de labellisation et de communication pour fédérer les initiatives émanant de l'ensemble de la société⁽⁴⁰⁾.

Au-delà des classiques et symboliques invitations mutuelles entre chefs d'État – Joachim Gauck a ainsi été présent aux cérémonies du 3 août en France et du 4 août en Belgique –, les initiatives commémoratives internationales, européennes ou même franco-allemandes demeurent de fait encore assez limitées. Elles existent cependant, comme le montre par exemple un projet d'exposition commun aux musées des Beaux-Arts de Reims⁽⁴¹⁾ et von der Heydt de Wuppertal⁽⁴²⁾. La chaîne Arte a également prévu une programmation franco-allemande, et même internationale, autour de la Grande Guerre. On peut mentionner également de nouvelles traductions, comme celle en français du roman *Opfergang* de Fritz von Unruh, consacré à Verdun, par une maison d'édition de Strasbourg⁽⁴³⁾, ou celle en allemand de *Ceux de 14* de Maurice Genevoix⁽⁴⁴⁾. Les historiens allemand et français Arndt Weinrich et Benjamin Gilles ont proposé récemment une histoire visuelle franco-allemande de 1914-1918 écrite à quatre mains, dans la lignée de l'histoire franco-allemande de la Grande Guerre publiée en 2008 par Gerd Krumeich et Jean-Jacques Becker⁽⁴⁵⁾. L'ambition d'écrire une histoire visuelle franco-allemande du conflit est également au cœur de l'album franco-allemand de la Grande Guerre en ligne (également dirigé par Arndt Weinrich et Nicolas Patin), publié sur le site de la Mission du centenaire de manière bilingue⁽⁴⁶⁾.

Le bilinguisme est du reste au cœur de nombreuses manifestations communes qui se distinguent ainsi par leur originalité. Les maisons d'édition spécialisées dans la littérature de jeunesse Tintentrinker, en Allemagne, et Le Buveur d'encre, en France, ont ainsi publié une bande dessinée d'Alexander Hogh (scénario) et Jörg Maillet (des-

39 Un tweet du 10 novembre 2014 émis par le musée célébrait la visite du 150 000^e visiteur.

40 <http://centenaire.org/fr>.

41 http://www.reims.fr/centenaire_14-18-3588.htm.

42 <http://www.menschenschlachthaus-ausstellung.de/>.

43 Fritz von UNRUH, *Le chemin du sacrifice*, Strasbourg, La dernière goutte, 2014.

44 Maurice GENEVOIX, *Die von 14*, Mayence, VAT Verlag, 1914.

45 Benjamin GILLES, Arndt WEINRICH, *1914-1918. Une guerre des images (France, Allemagne)*, Paris, La Martinière, 2014 ; J.-J. BECKER, G. KRUMEICH, *La Grande Guerre* (note 3).

46 <http://centenaire.org/fr/dans-le-monde/europe/allemande/lalbum-franco-allemand-de-la-grande-guerre> et <http://centenaire.org/de/international/das-deutsch-franzoesische-album-des-ersten-weltkriegs>.

sins) intitulée *Carnets 14/18 Quatre histoires de France et d'Allemagne*⁽⁴⁷⁾. Fondée sur les mémoires ou journaux intimes de deux protagonistes français et deux allemands, elle permet aux lecteurs, jeunes et moins jeunes, de poser un regard véritablement croisé sur le vécu de guerre de jeunes gens et jeunes filles dans les deux pays. Ce projet est notamment soutenu par l'OFAJ-DFJW qui prépare également un programme commémoratif destiné à la jeunesse et aux enseignants⁽⁴⁸⁾. Parmi les projets, on peut relever notamment un atelier bilingue franco-allemand, intitulé « Cote 108 », et dirigé par l'historien Fabien Theofilakis. Entre 2014 et 2018, il doit rassembler des étudiants français et allemands et proposer une micro-histoire franco-allemande de la cote 108 de Berry-au-Bac sur le Chemin des Dames dans l'Aisne⁽⁴⁹⁾.

Les régions frontalières, à l'histoire franco-allemande, s'impliquent particulièrement dans la mise en œuvre d'un centenaire prenant en compte la dimension transnationale de l'événement. La Région Alsace s'est ainsi dotée de sa propre commission de labellisation qui distingue les projets commémoratifs et culturels régionaux dont un certain nombre sont franco-allemands. Une application pour téléphone portable et tablette tactile permet notamment de consulter le programme des manifestations dans la région et les régions avoisinantes en France, Allemagne et Suisse⁽⁵⁰⁾. La région trinationale du Rhin supérieur est du reste partie prenante du centenaire en soutenant l'organisation de manifestations bi- ou trinacionales comme par exemple un cycle d'expositions et de manifestations culturelles véritablement transfrontalier et notamment une exposition itinérante bilingue : *Vivre en temps de guerre des deux côtés du Rhin 1914-1918*⁽⁵¹⁾. C'est sans doute à travers ces initiatives, certes ponctuelles, que se construit, à l'ère de la « mémoire culturelle », une esquisse de commémoration franco-allemande, et au-delà, européenne et internationale, de la Grande Guerre.

Éléments de conclusion

La mémoire de la Grande Guerre demeure très nationale. Le souvenir de ce conflit reste très largement appréhendé à travers le prisme national. Par le passé, entre la France et l'Allemagne, l'hostilité et les difficultés et lenteurs de la « démobilisation culturelle », comme l'instrumentalisation politique, de part et d'autre du Rhin, mais aussi à l'intérieur de chaque pays, ont rendu très difficile, voire impossible, la construction d'une mémoire commune de la Grande Guerre. Plus encore, la défaite et la victoire, mais aussi d'autres facteurs, comme la localisation des anciens champs de bataille – comme lieux de mémoires – puis la mémoire de la Seconde Guerre mondiale qui s'est surimprimée de manière différenciée sur celle de la Première dans les deux pays, ont été à l'origine d'une forme de dissymétrie mémorielle entre les deux pays. Elle s'est notamment traduite par le fait que la mémoire de 1914-1918 a été rapidement – et reste – officiellement commémorée en France alors qu'elle ne l'est pas en Allemagne, et ce depuis les lendemains mêmes du conflit.

47 http://lebeueurdencre.fr/product.php?id_product=56.

48 <http://grandeguerre.ofaj.org/>.

49 <https://fr-fr.facebook.com/Cote108> et <http://hoehe108.hypotheses.org/> et <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php%3Frubrique258&lang=fr.html>.

50 <http://region-alsace.eu/article/centenaire-de-la-premiere-guerre-mondiale/>.

51 <http://www.vivre-en-temps-de-guerre-1914-1918.fr/>.

Cependant, au moment du centenaire de 1914, une certaine convergence entre France et Allemagne dans le retour aux années 1914-1918 peut s'observer. Si la dimension strictement commémorative reste assez largement absente en Allemagne, l'intérêt du grand public pour une « mémoire culturelle » du conflit est sensible dans les deux pays, même si elle est plus intense encore en France. Elle prend du reste parfois des formes similaires en passant notamment par des vecteurs culturels tels que la réédition de la littérature de guerre, la production massive de livres de toute nature sur le conflit et leur succès public (pour certains d'entre eux au moins), les films documentaires, la mise en ligne de documents et de sources, les expositions dans les musées, bibliothèques, centres d'archives... On observe donc, au moins sur les formes prises par la « mémoire culturelle » de la Grande Guerre, une forme de rapprochement qui a sans doute favorisé l'émergence, encore embryonnaire mais notable, d'une mémoire franco-allemande, et au-delà européenne, de la Grande Guerre. Celle-ci se fonderait alors moins sur le geste commémoratif que sur des productions culturelles diverses, médiatisant ce que fut la Première Guerre mondiale. Demeure toutefois la question de l'avenir de cette mémoire après la séquence 2014-2018.

Abstract

On August 3rd, 2014, the commemoration of the beginning of the Great War was celebrated by a Franco-German ceremony in Alsace. This article puts into perspective the status of the Great War in the process of Franco-German reconciliation. It shows how, in the aftermath of the war, memory took divergent paths in both countries. Apart from the slowness of the cultural demobilisation, this "asymmetry of remembrance" made difficult and restricted the first initiatives of reconciliation. This asymmetry intensified after 1945 but at the same time series of symbolic gestures contributed to an integration of the Great War in the master narrative of the Franco-German reconciliation. A century after the beginning of World War I, beyond the official commemoration, cultural and memorial initiatives show that a shared "cultural memory" can eventually emerge.

Zusammenfassung

Die Gedenkfeiern zum Beginn des Ersten Weltkrieges am 3. August 2014 wurden durch eine deutsch-französische Zeremonie im Elsass geprägt. Dieser Beitrag versucht, die Rolle der Erinnerung an den Ersten Weltkrieg in der deutsch-französischen Aussöhnung zu beleuchten. Er zeigt, wie schon kurz nach 1918 die Erinnerung an den Krieg sehr verschiedene Wege in beiden Ländern einschlug. Ebenso wie die zögerliche, kulturelle Demobilisierung, begrenzte auch diese „Asymmetrie der Erinnerung“ nach 1918 die Aussöhnungsbemühungen in beiden Ländern. Zwar vertiefte sich diese Asymmetrie noch nach 1945, doch erlaubte eine Reihe symbolischer Gesten, den ersten Weltkrieg in der Meistererzählung der deutsch-französischen Aussöhnung zu integrieren. Hundert Jahre nach 1914, jenseits der offiziellen Gedenkfeiern, zeugt eine Reihe von erinnernden und kulturellen Initiativen das mutmaßliche Entstehen eines gemeinsamen „Kulturellen Gedächtnisses“.